



Le 12 mars 2025

Stop à la désinformation sur les élevages de porcs : l'Interprofession dénonce une nouvelle manipulation de l'opinion et en appelle aux pouvoirs publics pour mettre fin à ce harcèlement systématique !

Alors que l'association d'activistes anti-élevage L214 s'apprête à diffuser un énième montage vidéo à charge tourné dans des élevages de porcs, l'Interprofession nationale porcine – INAPORC – dénonce des images mises en scène et sorties de leur contexte, ne reflétant en rien la réalité des élevages de porcs en France, afin de créer le trouble et manipuler l'opinion publique.

L'Interprofession dénonce les pratiques de ces activistes : la vidéo mélange volontairement des images issues de plusieurs élevages avec un montage mensonger, instrumentalisant d'anciennes images d'archives tournées dans d'autres lieux.

À travers cette nouvelle action de désinformation, les extrémistes tentent de semer la confusion et de déguiser leur objectif final en utilisant des arguments fallacieux. INAPORC rappelle que L214 n'a pas pour ambition d'améliorer la production mais bien d'interdire l'élevage et de mettre fin à la consommation de viande.

De plus, avec cette nouvelle action de désinformation, les activistes prennent une nouvelle fois en otage une enseigne de la grande distribution engagée dans un travail de renforcement de la bientraitance animale, mené en collaboration avec les éleveurs et soutenu par l'Interprofession. Les militants végans cherchent sciemment à imposer à ce distributeur, ainsi qu'aux autres, le « PIG MINIMUM STANDARDS », un standard totalement impossible à appliquer pour les éleveurs et les transformateurs. En effet ce standard imposerait de détruire et reconstruire l'ensemble des élevages français de porc et générerait un surcoût inatteignable de plus de 7,7 milliards d'euros. Ce qui entraînerait la disparition assurée des exploitations de taille intermédiaire, la fin de l'autosuffisance et l'afflux d'importations à fort impact carbone.

Les éleveurs de porcs français rappellent avec fermeté qu'ils sont déjà engagés de longue date en faveur de la bientraitance de leurs animaux et que les réglementations européennes et françaises sont parmi les plus strictes du monde. La filière s'est de plus engagée de façon volontaire dans une démarche de responsabilité sociétale incluant un pilier bientraitance animale : « Demain Le Porc » et appelle au soutien de ces actions dans le domaine et à l'arrêt des pratiques de harcèlement dont elle est victime.

Les éleveurs ainsi que l'ensemble des professionnels de la filière demandent que les pouvoirs publics, les élus et tous les décideurs publics fassent de toute urgence le nécessaire pour stopper ces pratiques. Les éleveurs tout particulièrement instrumentalisés dans cette stratégie destructrice des militants anti-élevage ne peuvent plus supporter cet acharnement injustifié. L'enjeu est de continuer à produire une viande de qualité pour répondre à la demande des consommateurs et aux attentes sociétales tout en contribuant à la souveraineté alimentaire du pays dans un contexte économique et géopolitique qui nous l'impose plus que jamais.

À propos d'INAPORC :

INAPORC est l'interprofession nationale porcine. Elle rassemble tous les métiers de la filière porcine française : fabricants d'aliments pour les porcs, éleveurs, coopératives, abatteurs-découpeurs, industriels de la charcuterie-salaison, grande distribution, artisans bouchers et charcutiers-traiteurs, restauration collective. La filière porcine représente 130 000 emplois sur le territoire français, dont 25 000 en élevage.

**Arnault, Sandra & l'équipe Adocom
Service de Presse INAPORC
vous remercient de votre attention.**

Tél. : 01 48 05 19 00 – Courriel : adocom@adocom.fr